

Les mythes de la Résistance

Recueil de citations

2015

Table des matières

Le Parti socialiste au pouvoir, avec l'appui du parti communiste (1936-1938)	3
La période de la Résistance (1941-1944)	4
Le parti communiste au pouvoir (1945-1947)	4
Deux mondes, deux guerres : des fraternisations dans les tranchées au cours de la Grande Guerre, contre tous les drapeaux, à l'allégeance au drapeau national au cours de la Résistance. . .	5
De Thorez à Guingouin, les gardiens de l'ordre républicain, apologistes du capital, à l'œuvre à la Libération	7

Les citations couvrent la période comprise entre le Front populaire et les lendemains de la Libération, où le PCF accéda pour la première fois à la tête de l'Etat, avec Thorez comme vice-président du Conseil, pour tenter de remettre sur pied, à titre d'Union française, l'Empire colonial. Dès 1935, les députés du PCF votent au Parlement, au nom de la défense de la démocratie, les crédits militaires du gouvernement Laval, donc les crédits des opérations coloniales. Bien sûr, la stigmatisation du nationalisme des partis français n'implique pas de partager celui des partis et des organisations de libération nationale dans les colonies.

Le Parti socialiste au pouvoir, avec l'appui du parti communiste (1936-1938)

Moutet, ministre socialiste des Colonies, « Le Populaire », organe de la SFIO, 1937 :

« La politique coloniale socialiste aura d'autant plus de chance d'être constructive et féconde qu'elle se préoccupera moins de communiquer d'une manière directe l'idéologie socialiste aux indigènes [...]. Il faut prendre garde au déchaînement de forces incontrôlables, à la situation confuse et instable, impropre à toute construction positive, qui pourraient sortir d'une action où des notions mal digérées de lutte des classes, certains fanatismes religieux, la nature émotive des Africains, la dissimulation islamique et asiatique et toutes sortes d'influences souterraines se rencontreraient en des réactions complexes et imprévisibles. »

Moutet, au délégué du Front populaire en Indochine, sur les grèves en Cochinchine, 1937 :

« Vous maintiendrez l'ordre public par tous les moyens légitimes et légaux, même par poursuites. L'ordre français doit régner en Indochine comme ailleurs dans l'Empire. »

Dormoy, ministre socialiste de l'Intérieur, sur la participation des « indigènes » à la grève générale en France et l'expulsion des « têtes chaudes » vers leurs colonies respectives, 1937 :

« La France entend rester fidèle à sa tradition de terre d'asile. Il ne serait pas cependant admissible que des étrangers puissent sur notre territoire prendre part de manière active aux discussions de politique intérieure et provoquer des troubles et du désordre. »

Thorez, secrétaire général du PCF, « Avant-Garde », organe des Jeunesses communistes, 1936 :

« A l'heure actuelle, l'intérêt supérieur du mouvement ouvrier français et du mouvement ouvrier international, prolétaires allemands en premier lieu, c'est de faire échec partout au fascisme hitlérien, de lui refuser partout de nouveaux moyens de puissance et de domination. L'intérêt non moins évident des peuples des colonies françaises, considéré sous l'angle de leur émancipation nationale et sociale, c'est de rester unis à un peuple chez lequel subsistent les notions de liberté et d'égalité des races. »

Thorez, « Œuvres choisies », 1938 :

« Si la question décisive du moment, c'est la lutte victorieuse contre le fascisme, l'intérêt des peuples coloniaux est dans leur union avec le peuple de France et non dans une attitude qui peut favoriser les entreprises du fascisme et placer l'Algérie, la Tunisie, le Maroc sous le joug de Mussolini et de Hitler. »

Guingouin, « Attention aux fumées pacifistes », dans « Le travailleur limousin », hebdomadaire du PCF, février 1939 :

« Le but à atteindre a été clairement annoncé par Mussolini : "L'Europe sera fasciste." Tout est mis en œuvre pour que les gendarmes de la réaction triomphent en Europe. On enlèvera des colonies stratégiques à la France et avec l'aide des deux cents familles et de leurs cagoullards, on essayera de supprimer la démocratie. On tentera d'installer un gouvernement autoritaire qui vassalisera la France, celle qui donna au monde les immortels principes de 1789. »

La période de la Résistance (1941-1944)

« Discours de Brazaville », De Gaulle, janvier 1944 :

« Nous croyons que, pour ce qui concerne la vie du monde de demain, l'autarcie ne serait, pour personne, ni souhaitable, ni même possible. Nous croyons, en particulier, qu'au point de vue du développement des ressources et des grandes communications, le continent africain doit constituer, dans une large mesure, un tout. Mais, en Afrique française, comme dans tous les autres territoires où des hommes vivent sous notre drapeau, il n'y aurait aucun progrès qui soit un progrès si les hommes, sur leur terre natale, n'en profitaient pas moralement et matériellement, s'ils ne pouvaient s'élever peu à peu jusqu'au niveau où ils seront capables de participer chez eux à la gestion de leurs propres affaires. C'est le devoir de la France de faire en sorte qu'il en soit ainsi.[...] Au demeurant, il appartient à la nation française et il n'appartient qu'à elle, de procéder, le moment venu, aux réformes impériales de structure qu'elle décidera dans sa souveraineté. »

« Programme du CNR », mars 1944 :

« Afin de rétablir la France dans sa puissance, sa grandeur et sa mission universelle », il faut « préconiser l'extension de droits politiques, sociaux et économiques en faveur des populations indigènes et coloniales. »

Le parti communiste au pouvoir (1945-1947)

Sur l'Algérie

Lozeray, membre du BP du PCF, « Les Cahiers du communisme », avril 1945 :

« Nous le disons avec netteté et sans équivoque, si les populations de la France d'outre-mer ont le droit de se séparer de la métropole, cette séparation, à l'heure présente, irait à l'encontre des intérêts de ces populations [...] car elles ne sont pas en état de garantir leur existence indépendante. »

Le BP du PCF, sur les émeutes dans le Constantinois, après le bombardement, couvert par le ministre de l'Aviation, Tillon (ex-chef des FTP), des régions de Sétif et de Guelma, mai 1945 :

« Il faut tout de suite châtier impitoyablement et rapidement les organisateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute [...] il y va de la défense de la république française, métropole et territoires d'outre-mer, une et indivisible. »

La section algérienne de la CGT, mai 1945 :

« La CGT appelle les travailleurs musulmans et européens à déjouer les manœuvres criminelles du Parti du peuple algérien (PPA) de Messali Hadj, au service des ennemis du peuple. Travailleurs, restez unis au sein de la Confédération générale du travail... Tous ensemble, nous irons vers le bien-être, dans la liberté ; nous ferons une Algérie amie de la France nouvelle, plus belle, plus démocratique. »

Fajon, porte-parole du PCF à la Chambre des députés, juillet 1945 :

« Les tueries de Guelma et de Sétif sont la manifestation d'un complot fasciste qui a trouvé des agents dans les milieux nationalistes arabes. »

Feix, membre du BP du PCF, Les Cahiers du communisme, septembre 1947 :

« La thèse de l'indépendance immédiate de l'Algérie, préconisée par le PPA conduirait aux pires déboires. La situation actuelle de l'Algérie, pays colonial dont l'économie a été volontairement maintenue dans un état arriéré, le ferait passer immédiatement sous la coupe des trusts américains. »

Sur l'Indochine

L'Humanité, après le bombardement d'Haiphong et le vote des crédits par la fraction parlementaire du PCF pour l'envoi du corps expéditionnaire, composé en partie d'ex-FTP, novembre 1946 :

« Le stade des négociations avec Ho Chi Minh n'est pas dépassé. Il est nécessaire d'envoyer une commission d'enquête parlementaire en Indochine. »

Les « Cahiers du communisme » lors du vote des budgets militaires pour l'Indochine (Le groupe parlementaire s'abstient et les cinq ministres évitent de « rompre la solidarité ministérielle ». En mars 1947, Thorez, vice-président du Conseil dans le gouvernement Ramadier, signe l'ordre d'intervention militaire.) :

« L'intérêt national exige le maintien de l'influence et des positions françaises en Extrême-Orient. La poursuite des hostilités contre le peuple du Vietnam en violation des principes de la Constitution aboutirait infailliblement à ruiner ces positions et cette influence. »

Thorez, XIe congrès du PCF, après l'exclusion des ministres communistes du gouvernement Ramadier, juin 1947 :

« Notre parti n'a jamais approuvé la politique de désagrégation de l'Union française en Indochine. [...] Pour la maintenir, il faut octroyer certains droits démocratiques aux peuples colonisés. »

Sur Madagascar

Cogniot, membre du BP du PCF et rédacteur en chef de L'Humanité (après la répression sanglante de l'insurrection malgache, en mars 1947, autorisée par le vice-président du Conseil, Thorez, le ministre communiste de la Guerre, Billoux, et le ministre socialiste des Colonies, Moutet), juin 1947 :

« Malgré les événements tragiques de Madagascar, la meilleure solution pour l'île est de rester dans l'Union française. »

Deux mondes, deux guerres : des fraternisations dans les tranchées au cours de la Grande Guerre, contre tous les drapeaux, à l'allégeance au drapeau national au cours de la Résistance.

Pétain, ordre du 12 septembre 1916 :

« Tout contact avec le front ennemi est considéré comme un acte d'intelligence passible de la peine de mort en conseil de guerre. »

Louis Barthas, soldat dans la Somme, à Verdun et sur le Chemin des Dames, « Carnets de guerre » :

« La même communauté de souffrance rapproche les cœurs, fait fondre les haines, naître la sympathie entre gens indifférents et même adversaires. Ceux qui nient cela n'entendent rien à la psychologie humaine. Français et Allemands se regardèrent, virent qu'ils étaient des hommes tous pareils. »

Gervais Morillon, soldat à Verdun, « Témoignage » :

« Il se passe des faits à la guerre que vous ne croiriez pas. Avant-hier, et cela a duré deux jours dans les tranchées que le 90e occupe en ce moment, Français et Allemands se sont serré la main. Voilà comment cela est arrivé : le 12 au matin, les Boches arborent un drapeau blanc et gueulent : "Kamarades ! Kamarades ! Rendez-vous !" Ils nous demandent de nous rendre. Nous de notre côté, on leur en dit autant ; personne n'accepte. Ils sortent alors de leurs tranchées, sans armes, rien du tout, officier en tête ; nous en faisons autant et cela a été une visite d'une tranchée à l'autre, échange de cigares, cigarettes, et à cent mètres d'autres se tiraient dessus. Si nous ne sommes pas propres, eux sont rudement sales, ils sont dégoûtants, et je crois qu'ils en ont marre eux aussi. »

Amiral von Tirpitz, rapport au cabinet impérial sur la révolte de Kiel, novembre 1918 :

« C'est la marine impériale qui, à ma grande honte, a porté l'infamie de la révolution en son sein. Sur les cuirassés, les mutins de Kiel ont abattu le drapeau du Kaiser et hissé à sa place le drapeau rouge, le drapeau de l'anarchie et de la destruction de l'ordre. »

Directive de l'exécutif de l'IC, envoyée de Moscou et datée d'avril 1941 (donc plus de deux mois avant l'invasion de l'URSS par Hitler), qui fut discutée dans les cercles clandestins de cadres du PC, y compris dans le Limousin, sous la houlette de Guingouin :

« La tâche actuelle essentielle est la lutte pour la libération nationale. La lutte pour la paix est subordonnée à la lutte pour l'indépendance nationale. La paix sans libération nationale signifierait l'asservissement du peuple de France. [...] L'exécutif appelle donc à la création d'un Front national large de lutte pour l'indépendance dans lequel le Parti doit jouer le rôle d'avant-garde. »

Directive du CC du PCF à l'intention des cadres, mai 1941 :

« Notre Parti appelle à la création d'un Front national. [...] Il est prêt à soutenir tout gouvernement français, toute organisation et tous les hommes dont les efforts seront orientés dans le sens de la lutte de libération. »

Tract de Guingouin, diffusé à la foire d'Eymoutiers, dans le Limousin, mai 1941 :

« Paysans ! Cachez votre récolte. Plus rien pour Hitler. Prenez les fusils pour faire passer le goût du pain aux inspecteurs qui se hasardent dans les greniers. Vive le Front national de lutte pour l'indépendance de la France ! »

Appel dans « L'Humanité » clandestine d'août 1941 :

« Francs-tireurs de 1941, debout pour chasser l'ennemi du sol sacré de la Patrie. C'est le moment car nos frères de l'Armée rouge retiennent en URSS l'essentiel des forces hitlériennes »

Appel de Tillon, membre du CC du PCF et organisateur des FTP, publié dans « France d'abord », le journal des FTP, novembre 1941 :

« Que chaque cri se fasse balle. La lutte armée doit devenir le devoir de toute la Résistance. Chaque ennemi sera ainsi visé. [...] Si les Russes restent seuls à détruire la puissante armée nazie, les Français devront supporter un autre hiver de guerre, au cours duquel Hitler pourra réaliser au moins ce qui fut le premier article de son programme insensé de domination du monde : détruire la France, berceau de la liberté. Chacun à son poste, chacun à son arme. [...] Que sans attendre, tout ce qui appartient à l'armée d'occupation soit cerné de haine, attaqué, frappé, exterminé. Et que, sur le Front national de la libération, retentisse le cri de guerre contre tous ceux qui veulent détruire notre patrie : "Tous debout et chacun son Boche". »

Discours de De Gaulle, avril 1942 :

« La libération nationale est inséparable de l'insurrection nationale. »

« Le colonel Guingouin à la population du canton d'Eymoutiers et des environs », affiche de la 1er brigade de marche limousine, juillet 1944 :

« Les Boches, après leur incursion barbare dans notre région, ont chanté victoire. Mais leur chant sonne faux. Si quelques-uns des nôtres, dont nous saluons la mémoire, sont morts pour la Patrie dans ces combats, nos forces ne sont ni exterminées, ni désorganisées. Notre armée populaire patriotique reste debout dans la bataille, plus ardente, plus forte que jamais. »

De Thorez à Guingouin, les gardiens de l'ordre républicain, apologistes du capital, à l'œuvre à la Libération

Déclaration de Guingouin sur les ondes de « Radio-Limoges », 25 août 1944 :

« Des éléments incontrôlables et des formations indisciplinées ou mal informées continuent à opérer de leurs propres initiative des réquisitions. Les sanctions les plus sévères seront appliquées à ceux qui se livrent à de telles opérations. Aucune réquisition ne peut être opérée sans des bons de réquisition réguliers portant le visa du colonel Guingouin, commandant des FFI du département. »

Le préfet du Pas-de-Calais, en 1945, cité dans « Conflits, pouvoirs et société à la Libération », Madjarian, Bourgeois Editions :

« Dans les mines, le climat est quasiment anarchique [...] D'innombrables ouvriers sont pleins d'ardeur révolutionnaire et ne veulent plus travailler comme autrefois [...] Ils considèrent comme collaborateurs les chefs brutaux, méprisants. [...] Des meneurs disent même que, depuis la Libération, c'est les mineurs qui sont les propriétaires légitimes des mines. »

Extraits du discours-manifeste prononcé par Thorez, secrétaire général du PCF et ministre d'Etat, devant les délégués des organisations communistes du bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais, à Waziers, juillet 1945 :

« Produire, c'est aujourd'hui la forme la plus élevée du devoir de classe, du devoir des Français. Hier, l'arme, c'était le sabotage, mais aujourd'hui l'arme du mineur, c'est produire pour faire échec au mouvement de réaction. [...]

« Les trusts qui ont provoqué la défaite poursuivent leur plan diabolique de désorganisation et de désagrégation de notre économie nationale [...] Contre eux, il ne faut pas faire grève : on veut à chaque fois faire la grève, pour épurer ou pour soutenir. On pourrait au fond en définir le seul but : faire la grève pourvu qu'il y ait le moindre prétexte [...] Ce n'est pas sérieux. [...]

« Je m'élève en particulier contre les absences injustifiées causées par les médecins, ces adversaires de la classe ouvrière, qui sont les ennemis des nationalisations, et donnent facilement des billets d'arrêt de travail pour pousser à la désorganisation. [...] Au lieu de produire, on désorganise la production, on fait tort à ses camarades, et pour quelle raison ? Parfois pour un oui ou pour un non, pour une égratignure. Je dis que c'est un scandale. [...]

« On m'a signalé l'autre jour que dans un puits [...] une quinzaine de jeunes gens, des galibots, ont demandé de partir à six heures pour aller au bal. Je dis que c'est inadmissible [...] je m'adresse aux jeunes [...] il faut surmonter la crise de la moralité qui sévit en général dans notre pays et qui atteint particulièrement notre jeunesse [...] il faut avoir le goût de son ouvrage, parce qu'il faut trouver dans son travail la condition de sa propre élévation et de l'élévation générale ; les paresseux ne seront jamais de bons communistes, de bons révolutionnaires, jamais, jamais. »

Message de condoléance de De Gaulle, pour le décès de Thorez, 1964 :

« À une époque décisive pour la France, à la Libération, le président Maurice Thorez a, à mon appel et comme membre de mon gouvernement, contribué à maintenir l'unité nationale. »

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Les mythes de la Résistance
Recueil de citations
2015

Recueil de citations pour la discussion publique à « La Discordia » sur les mythes de la Résistance, jeudi 17 septembre 2015.

fr.theanarchistlibrary.org